

**ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 109****COMMUNES DE LAURIE ET AURIAC L'EGLISE****ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE**
Déploiement d'un réseau de télécommunication Très Haut Débit

Le Président du Conseil départemental du CANTAL,

VU la demande de l'entreprise « CEGETP », agissant pour le compte de la Régie Auvergne Numérique sollicite l'autorisation d'installer un réseau aérien de communication numérique par fibre optique.

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code des Postes et Communications Electroniques,

Vu l'arrêté n° 26-0242 en date du 29 janvier 2026 portant approbation du Règlement de Voirie Départementale

VU l'arrêté n°25-3545 du 26 novembre 2025 portant délégation de Monsieur le Président du Conseil Départemental du Cantal aux Directeurs et Chefs de Services départementaux,

VU la proposition d'Implantation ci-jointe,

ARRETE**ARTICLE 1 :**

La Régie Auvergne Numérique est autorisée à réaliser sur le domaine public routier l'installation d'un réseau de fibre optique sur la section de route et les prescriptions suivantes :

RD 109 du PR 0+000 au PR 0+210 (de la RD 9 à la sortie du Pont de Riol) micro-tranchée sous l'accotement à gauche dans le sens croissant des PR. Schéma de remblaiement n°3-2

RD 109 du PR 0+210 au PR 3+650 (Pont de Riol à la route de Lair), les supports seront implantés à droite dans le sens croissant des PR en fonction des obstacles à éviter (talus de remblai, murs de soutènement ou zones rocheuses) entre les fossés et la limite du Domaine Public.

RD 109 du PR 3+650 au PR 4+045 (route de Lair à l'entrée de Laurie), micro-tranchée sous l'accotement droit dans le sens croissant des PR., schéma de remblaiement n°3-2.

RD 109 du PR 4+045 au PR 4+260 (dans l'agglomération de Laurie), tranchée sous chaussée en axe de ½ chaussée droite dans le sens croissant des PR., schéma de remblaiement n°8.

RD 109 au PR 0+199, Pont de Riol, passage sur l'accotement gauche de l'ouvrage en tranchée traditionnelle (trancheuse interdite) profondeur maximum de 40 cm et à 50 cm du parapet, reprise de la tranchée en bi-couches. En sortie d'ouvrage les ouvertures de dégagement pour le fonçage seront équipés de drains routier Ø 100 avec exutoires dans le talus de remblai et dans le fossé, plan joint.

Et selon l'implantation faite sur le terrain et validée par le Département avant le début des travaux

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les travaux sont autorisés conformément aux prescriptions du règlement de voirie départementale en vigueur et aux dispositions prévues par la proposition d'implantation jointe à la présente autorisation.

Routes de catégories 1 : supports à 4 mètres minimum du bord de chaussée

Autre catégories de routes : supports à 2 mètres minimum du bord de chaussée

Ils doivent également respecter les prescriptions suivantes :

Les ouvrages établis dans l'emprise du domaine public routier départemental (Murs, avaloirs, aqueducs, ponceaux, drains, saignées...) sont préalablement repérés. A proximité immédiate de ces ouvrages, les travaux de terrassement sont effectués avec soin, au besoin manuellement pour éviter toute détérioration. En cas de dommages ou troubles de toute nature survenant sur ces ouvrages existants, l'entreprise en charge des travaux, ou en de carence de ce dernier, le bénéficiaire de la présente autorisation doit, à sa charge, procéder aux réparations. En cas d'impossibilité technique de réparation de l'ouvrage détérioré, la réalisation d'un ouvrage neuf est imposée.

Tranchée traditionnelle de raccordement du support à la chambre :

La distance entre la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection, et le niveau de la chaussée ou de l'accotement sera au minimum égal à 0,60 mètres. Cette hauteur minimale ne fait pas obstacle à des dispositions techniques imposées par des recommandations ou textes réglementaires applicables aux maîtres d'ouvrages en fonction de la nature de leurs réseaux.

Un dispositif avertisseur sera posé au-dessus du réseau conformément aux dispositions techniques imposées aux maîtres d'ouvrages en fonction de la nature de leurs réseaux.

Sous accotement, la tranchée sera remblayée suivant le schéma n°4. Le remblai réalisé avec les matériaux du site devra être compacté et satisfaire à un objectif de densification q4.

Sous fossé la tranchée sera remblayée suivant le schéma n°5-1

ARTICLE 3 : DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

Les travaux autorisés par la permission de voirie doivent être entrepris ou prorogés dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Au-delà de ce délai, l'autorisation est caduque et doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

L'autorisation de voirie autorise, sous réserve du respect des prescriptions techniques, son titulaire d'occuper à titre précaire et révocable le domaine public routier pendant 15 ans.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX

Préalablement au commencement des travaux, un constat contradictoire de l'état des lieux peut être effectué à la demande du bénéficiaire de l'autorisation, de l'entreprise en charge des travaux ou du Département.

En l'absence de constat contradictoire, la chaussée et ses dépendances sont réputées être en bon état.

ARTICLE 5 : RECEPTION, DELAI DE GARANTIE

Les travaux font l'objet d'une réception demandée par le bénéficiaire de l'autorisation ou l'entreprise en charge des travaux.

Les travaux ne sont réceptionnés que si les conditions suivantes sont remplies :

- respect des prescriptions de la présente autorisation,
- chantier terminé propre (absence de résidu sur chaussée et matériaux divers sur les dépendances),
- absence de détérioration des éléments constitutifs du domaine public (chaussée, ouvrages, accotements, talus, fossés et équipements de la route),
- absence de dégradations sur la couche de surface de la chaussée.
- absence de déformation sur les tranchées sous chaussée et en rive de chaussée en tout point supérieure à un centimètre mesuré par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée.
- absence de déformation sur les tranchées sous accotement en tout point supérieure à cinq centimètres mesurée par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée.

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date de réception des travaux ou de deux ans à compter de la date de la fin des travaux en l'absence de demande de réception.

Pendant ce délai de garantie, le bénéficiaire de la présente autorisation doit remédier à tous les désordres signalés par le gestionnaire de la voie.

ARTICLE 6 : RÉCOLEMENT DES OUVRAGES

Dans le délai de trois mois suivant la fin des travaux, le pétitionnaire ou l'entreprise remet au représentant du Département les plans de récolement sur support papier et support numérique géoréférencé. En l'absence de demande de réception, le délai de trois mois court à compter de la date de fin de travaux indiquée dans l'arrêté de circulation.

ARTICLE 7 : SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise en charge des travaux mandatée par le bénéficiaire de la présente autorisation a en charge la signalisation réglementaire du chantier, de jour et de nuit. Elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉ

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur. Elle est délivrée à titre personnel et ne pourra être cédée.

Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable, tant vis à vis de l'administration que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de travaux réalisés. Il doit avoir recueilli tous les avis, autorisations et accords nécessaires.

En cas de dommages ou troubles de toute nature survenant sur des réseaux existants qui résulteraient soit des travaux, soit de leurs conséquences, le bénéficiaire de l'autorisation et son l'entreprise supportent les conséquences, tant vis à vis des administrations et services concernés que des tiers.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Les ouvrages établis dans l'emprise du domaine public routier départemental et qui intéressent la viabilité doivent être maintenus en bon état d'entretien et rester conforme aux conditions de l'autorisation, le non-respect de cette obligation entraîne la révocation de ladite permission de voirie.

ARTICLE 10 : REDEVANCE D'OCCUPATION

La Régie Auvergne Numérique est redevable auprès du Département du Cantal de la redevance d'occupation annuelle prévue par les articles L47 et R 20-52 du code des Postes et Communications Electroniques.

La redevance est calculée sur la base des valeurs maximales indiquées à l'article R20-52 et adoptées par la commission permanente du Conseil départemental du Cantal lors de sa cession du 28 novembre 2008.

Ces valeurs sont actualisées suivant la réglementation en vigueur.

La longueur prise en compte est de 6182 mètres en souterrain et 3060 mètres en aérien.

ARTICLE 11 : DÉLAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal.

Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 12 : AMPLIATION

L'exécution du présent arrêté sera publié sous forme électronique sur le site internet du Département du Cantal

Copie du présent arrêté est transmis à :

- M. le Directeur des Mobilités
- Mairies de Laurie et Auriac l'Eglise
- M. le Président de la Régie Auvergne Numérique
- M. le Directeur de l'entreprise CEGETP

Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Aurillac le

09 FEV. 2026

**Pour le Président du Conseil départemental du Cantal et par délégation
Le Directeur des Mobilités**



Philippe FABREGUE







PROPOSITION D'IMPLANTATION

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL
PÔLE APPUI TERRITORIAL
DIRECTION DES MOBILITÉS / TERRITOIRE DE SAINT-FOUR

Demande de: **REGIE AUVERGNE NUMERIQUE (CEGETP)**

Intitulé du chantier: **déploiement de la fibre optique**

Référence du chantier:

Situé sur la Route Départementale n°: **109**

Commune de: **AURIAC L'EGLISE et LAURIE**

Lieu-dit: **section RD 9 Riol / Laurie**

RD 109 du PR 0+000 au PR 0+210 (de la RD 9 à la sortie du Pont de Riol) micro-tranchée sous l'accotement à gauche dans le sens croissant des PR. Schéma de remblaiement n°3-2

RD 109 du PR 0+210 au PR 3+650 (Pont de Riol à la route de Lair), les supports seront implantés à droite dans le sens croissant des PR en fonction des obstacles à éviter (talus de remblai, murs de soutènement ou zones rocheuses) entre les fossés et la limite du Domaine Public.

RD 109 du PR 3+650 au PR 4+045 (route de Lair à l'entrée de Laurie), micro-tranchée sous l'accotement droit dans le sens croissant des PR., schéma de remblaiement n°3-2.

RD 109 du PR 4+045 au PR 4+260 (dans l'agglomération de Laurie), tranchée sous chaussée en axe de 1/2 chaussée droite dans le sens croissant des PR., schéma de remblaiement n°8.

RD 109 au PR 0+199, Pont de Riol, passage sur l'accotement gauche de l'ouvrage en tranchée traditionnelle (trancheuse interdite) profondeur maximum de 40 cm, en sortie d'ouvrage les ouvertures de dégagement pour le fonçage seront équipées de drains routier Ø 100 avec exutoires dans le talus de remblai et dans le fossé, plan joint.

proposition d'implantation valable un an à compter de la date du signature du représentant du Département

Le Représentant du Maître d'Ouvrage



cegetp
Boulevard du Libre Echange
31160 SAINT ORENS DE GAMEVILLE
Tél : 05 61 00 14 40 - Fax : 05 61 00 25 91

Le Coordonnateur Territorial de Saint-Flour

Le 2 Février 2026

Jean-Claude TOURNIER

COMMUNE DE AURIAC L'ÉGLISE
RD 109 Pont de RIOL



passage sur le Pont de RIOL conformément aux prescriptions

traversée sous chaussée par fonçage

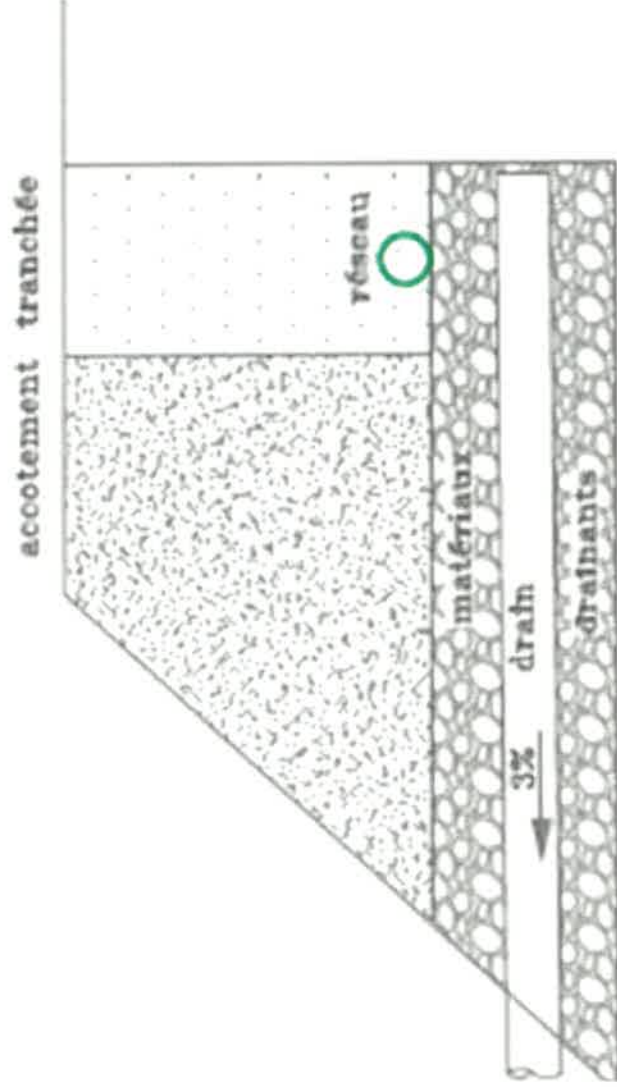
pose d'un drain de fond de fouille avec
exutoire dans le fossé

pose d'un drain de fond de fouille avec
exutoire dans le talus de remblai

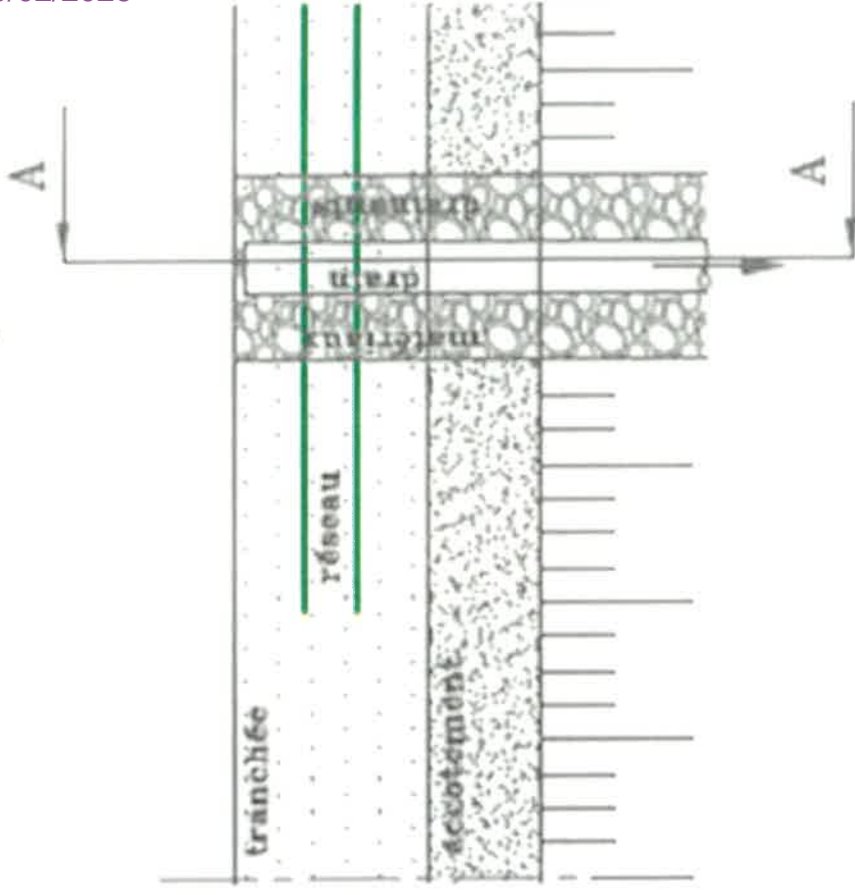
**RD 109 COMMUNE D'AURIAC L'EGLISE
PONT DE RIOL**

Coupe type pour la pose de drains de part et d'autre de l'ouvrage (réseau THD)

Coupe A-A



Vue en plan



SYNDICAT MIXTE
MAITRE D'OUVRAGE



ENTREPRISE DE TRAVAUX



Route du Puy - KM1
48000 Mende

ENTREPRISE DE TRAVAUX



Boulevard du libre échange
31650 Saint-Orens de Gameville

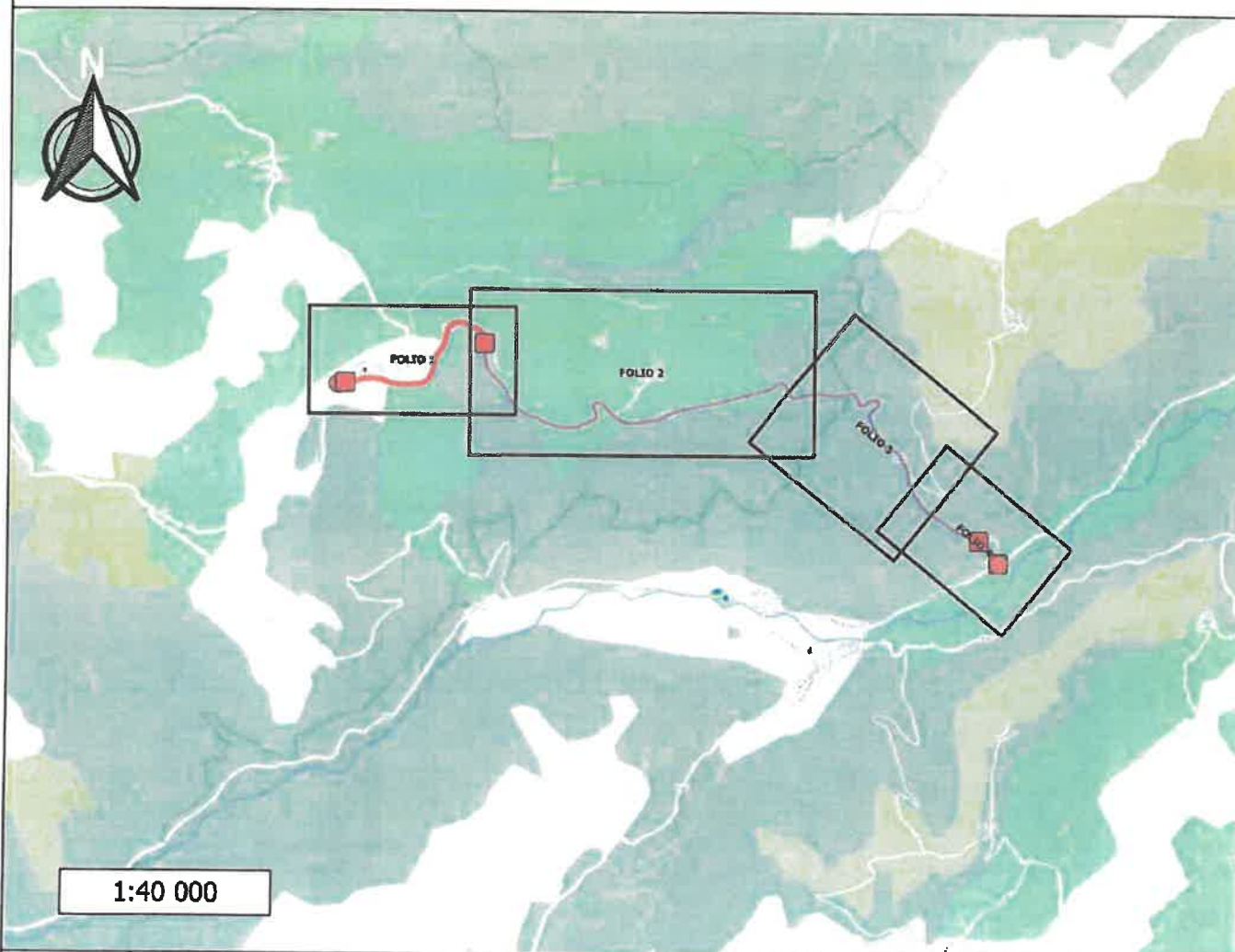
Réseau Haut Débit Régie Auvergne Numérique

Creation de reseau telecom souterrain et aérien

Commune de LAURIE et AURIAC-L'EGLISE

D109

Distribution PMZ 00012



0	Création du plan	09/10/2025	CEGETP	CEGETP
Indice	Modifications	Date	Réalisé	Vérifié
Projection : WGS 84 / Pseudo-Mercator		Echelle	Phase	Folio
Réf PMZ : M8A/PMZ 00012		1:40 000	EXE	1 / 5



PDI Agence de Saint-Flour
Village d'entreprises Le Rozier Coren
15100 Saint-Flour
tél: 04-71-60-69-90
fax: 04-71-60-69-91
asaintflour@cantal.fr

DEMANDE DE PERMISSION DE VOIRIE

Code de la voirie routière L113-2 : L115-1 à L116-8 : L123-8 ;
L131-1 à L131-7; L141-10 et L141-11.

Code général des collectivités territoriales L2213-6 ; L2215-4 et L2215-5.
(accès,réseaux,stationnement,alignement sur le domaine public départemental)

dans tous les cas,joindre un plan de situation ou extrait du cadastre

le délai d'obtention d'une permission de voirie est de 1 mois à partir de la date de reception de cette demande en agence

Le Demandeur:

Nom et prénom: **CEGETP** ☒ Entreprise ☐ Service Public ☐ Particulier
Adresse: **BOULEVARD DU LIBRE ECHANGE** Code postal/Ville: **31650 SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**
N° de téléphone: **06.72.73.82.04** email: **thibault.audibet@cegetp.fr / b.bertemes@cegetp**

Réseaux:

TRANCHEE: ☒ sous chaussée ☒ sous accotement ☐ sous trottoir ☐ fonçage ☐ forage dirigé
POUR: ☐ AEP ☐ eaux usées ☐ eau pluviale ☐ électricité ☒ télécom ☐ gaz

Accès/Alignement:

ACCES: ☐ avec buses (passage sur fossé) ☐ sans buse (passage sur accotement)
ALIGNEMENT: ☐ délimitation entre le domaine privé et le domaine public
AMENAGEMENT: ☐ portail,mur,clôture (précisez) →

Stationnement ou dépôt:

ECHAFAUDAGE: ☐ HORS agglomération ☐ EN agglomération (compétence du Maire)
DEPOT: ☐ bois,pierres,matériaux,précisez: →

pour l'installation d'un échafaudage EN Agglomération,transmettre ce document à la Mairie.
pour tous les dépôts,un état des lieux initial sera effectué.

Lieu des travaux:

ROUTE DEPARTEMENTALE N°: **109** Commune de: **LAURIE - AURIAC - L'EGLISE** lieu-dit:
N° PARCELLE ET N° SECTION: DATE DES TRAVAUX: **MARS 2026**
☒ EN AGGLOMERATION ☒ HORS AGGLOMERATION (facultatif)

Avis du Maire (obligatoire en agglomération)

☐ Favorable
☐ Défavorable

Le Maire

cpB2U12

A: **SAINT-ORENS**

le: **13/10/2025**

cegetp

Le Demandeur



1:3 000

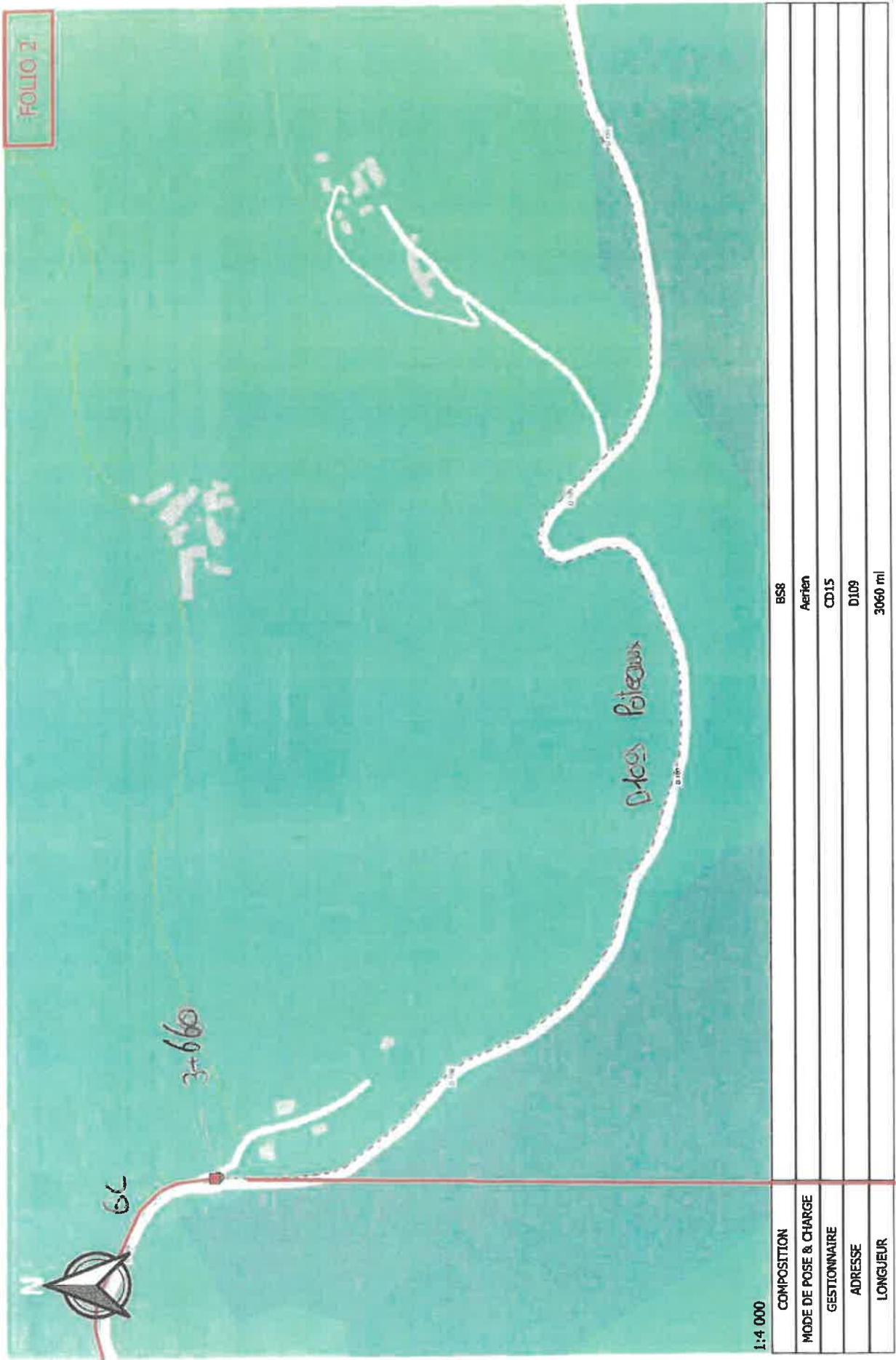
COMPOSITION	2 PVC 42/45	6 PEHD 33/40	6 PEHD 33/40	2 PVC 42/45
MODE DE POSE & CHARGE	Trad sous chaussée	Meca sous chaussée	Meca sous accotement	Trad sous accotement
GESTIONNAIRE	CD15	CD15	CD15	CD15
ADRESSE	D109	D109	D109	D109
LONGUEUR	30 ml	140 ml	730 ml	5 ml

Porreau Eradis Existant	L2C ATHD Creation
-------------------------------	-------------------------

L2C ATHD Creation	BSS ATHD Creation
-------------------------	-------------------------



Sens du tronçon



BS8
ATHD
Creation





BSS
ATHO
Creation





INFRASTRUCTURE LINEAIRE